

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Christian Grétry, Marc Vandame, Jasmine Boumraya, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Conseillers communaux* ;
Stéphanie Paulissen, *Président du C.P.A.S.* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Eloïse Defosset, Lieve Jorens, *Échevin·e·s* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijns, Jean-Claude Vitoux, Valérie Cops, Vanessa Rigodanzo, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

Séance du 23.06.22

#Objet : Question orale de Mesdames Martine Maelschalck et Cécile Henrard (MR-OpenVLD) à propos de la saisine automatique #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins,
Chers Collègues,

Un article de L'Echo (20 mai 2022) se penche sur la question de la saisine dans le cadre des demandes de permis en Région bruxelloise. La saisine automatique du fonctionnaire délégué régional intervient en cas de dépassement, par l'autorité communale, du délai de rigueur. Dans le classement publié par L'Echo, Auderghem se situe en 3ème position des communes où il y a eu, en 2021, le plus grand nombre de saisines introduites auprès du fonctionnaire délégué régional.

Les autorités régionales ont apparemment du mal à absorber le nombre de saisines, ce qui accroît encore les délais pour les demandeurs de permis.

Nos questions sont les suivantes :

- Comment s'explique le nombre élevé de saisines dans notre commune ?
- Les retards concernent-ils des projets d'un type particulier ?
- Comment entendez-vous remédier à cette situation ?

Nous vous remercions.

Martine Maelschalck et Cécile Henrard, conseillères communales MR-Open VLD

Réponse de Monsieur Alain Lefebvre, Échevin :

Monsieur le Président, Mesdames les Conseillères, Chers Collègues,

Toutes les communes ont réagi dans le même sens en lisant les déclarations de Monsieur le Secrétaire d'Etat :

- Il n'est pas sérieux de tirer des conclusions aussi péremptoires portant sur l'examen d'une période de deux mois seulement ;
- Les communes avaient averti le Gouvernement des conséquences très négatives pour les

demandeurs qui résulteraient de l'application de la saisine automatique. Par le passé, en fin de délai, le demandeur pouvait demander à la région de reprendre le traitement d'un dossier qui « trainerait » au niveau communal. Par le passé, aucun demandeur n'a saisi la région à la suite d'un dossier de demande introduit à Auderghem.

Récemment, la Région s'est trouvée submergée de dossiers qu'elle ne pouvait traiter dans les délais qu'elle s'est elle-même octroyé par voie d'ordonnance ce qui s'est traduit par de très nombreux refus de permis tacite par dépassement de délai ou explicite par manque d'information nécessaire dans la demande.

Nous avons fait état de cette situation future dans l'évaluation du nouveau CoBat (l'ordonnance régionale de l'urbanisme) dans l'évaluation que le Collège avait adoptée et transmise à la région le 26 janvier 2021. Nous considérons qu'informé par la commune d'un probable dépassement de délai, un demandeur pourrait octroyer à la commune un délai supplémentaire évitant ainsi que le dossier soit pris en charge par la région avec les inévitables retards induits par une nouvelle instruction de la demande.

Monsieur le Secrétaire d'Etat a mis plus d'un an à se rendre compte de ce que nous annoncions. Devant les réactions outrées de toutes les communes et de la Conférence des Bourgmestres, le Gouvernement examine actuellement l'entrée en vigueur du remède que nous avons proposé en janvier 2021.

Pour vous donner une idée du volume des demandes, plus de 160 demandes de permis ont été introduites depuis le début de cette année.

Sur les 6 premiers mois de cette année, 14 dossiers sont passés en saisine. Ce sont tous des dossiers déposés en 2021 et même parfois 2020. Sur ces 14 dossiers, la cause de la saisine peut être imputée à notre administration dans 4 cas : 2 résultent d'une erreur d'un agent avec lequel la collaboration n'a pas été poursuivie et 2 sont la conséquence d'une pression particulière à la mi-2021.

Pour les 10 autres dossiers, il y a des explications diverses pour des faits qui ne sont pas imputables à la commune : le demandeur n'a pas introduit les plans modificatifs demandés, le SIAMU a émis son avis dans un délai trop important, le demandeur n'a pas signifié formellement qu'il abandonnait son dossier, la région n'a pas remis son avis sur le dossier ce qui nous a empêché de prendre une décision dans les délais légaux, etc.

Les accusés de réception complet / incomplet sont depuis le début de cette année tous délivrés avant le délai légal. Notre commune peut d'ailleurs se vanter d'un ratio de dossier directement déclarés complet / dossier introduit très valorisant (près de 50%) ce qui résulte notamment d'une bonne collaboration avec les demandeurs et leurs architectes.

Depuis début 2022, les seuls dossiers qui passent en saisine sont ceux qui le sont dans l'intérêt du demandeur. Ce sont des dossiers pour lesquels un avis favorable conditionnel a été émis et pour lesquels aucun complément n'est rentré par le demandeur dans les 6 mois. Dans ces cas-là, nous devons soit refuser le permis dans le délai légal, soit laisser courir jusqu'en saisine automatique, ce qui laisse 45 jours de plus au demandeur pour rentrer son projet modifié).

Vous constatez donc que la situation que vous évoquez résulte de conséquences prévisibles de décisions régionales, que nous avons en temps utile prévenu la région et proposé des solutions, que, malgré l'absence de suite, nous avons veillé à organiser nos services pour limiter ces situations dont la majorité est par ailleurs souvent imputables à des demandeurs peu réactifs.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 08 juillet 2022

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Christian Grétry, Marc Vandame, Jasmine Boumraya, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Gemeenteraadsleden* ;
Stéphanie Paulissen, *Voorzitter van het O.C.M.W* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Eloïse Defosset, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Jean-Claude Vitoux, Valérie Cops, Vanessa Rigodanzo, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 23.06.22

#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouw Martine Maelschalck en mevrouw Cécile Henrard (MR-OpenVLD) over de automatische aanhangigmaking #

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de voorzitter,
Mevrouw de burgemeester,
Dames en heren schepenen,
Geachte collega's,

In een artikel in L'Echo (20 mei 2022) wordt ingegaan op de kwestie van de aanhangigmaking in het kader van de vergunningsaanvragen in het Brussels Gewest. De automatische aanhangigmaking van de gewestelijk gemachtigde ambtenaar vindt plaats als de gemeentelijke overheid de stringente termijn overschrijdt. In de door L'Echo gepubliceerde rangschikking staat Oudergem op de 3e plaats van de gemeenten waar in 2021 het grootste aantal aanhangigmakingen werden ingediend bij de gewestelijk gemachtigde ambtenaar.

De gewestelijke overheden hebben blijkbaar moeite om het aantal aanhangigmakingen te verwerken, waardoor de vertragingen voor aanvragers van vergunningen nog toenemen.

Vandaar onze volgende vragen:

- Hoe is het hoge aantal aanhangigmakingen in onze gemeente te verklaren?
- Hebben de vertragingen betrekking op een bepaald soort project?
- Hoe denkt u deze situatie te verhelpen?

Wij danken u.

Martine Maelschalck en Cécile Henrard, gemeenteraadsleden MR-Open VLD

Antwoord van de heer Alain Lefebvre, schepen:

Mijnheer de voorzitter, geachte gemeenteraadsleden, waarde collega's,

Alle gemeenten reageerden op dezelfde manier toen zij de verklaringen van de staatssecretaris lazen:

- Het is niet ernstig om dergelijke pertinente conclusies te trekken op basis van een evaluatie van slechts twee maanden;
- De gemeenten hadden de regering gewaarschuwd voor de zeer negatieve gevolgen voor de aanvragers die de toepassing van de automatische aanhangigmaking met zich zou brengen. In het

verleden kon de aanvrager bij het verstrijken van de termijn het gewest vragen de behandeling van een dossier dat op gemeentelijk niveau was "blijven liggen", over te nemen. In het verleden heeft geen enkele aanvrager het gewest in kennis gesteld na een dossier met een aanvraag die in Oudergem was ingediend.

De laatste tijd werd het Gewest overstelpt met dossiers die het niet kon behandelen binnen de termijnen die het zichzelf bij beschikking had opgelegd. Dat heeft geleid tot een groot aantal stilzwijgende weigeringen van vergunningen wegens overschrijding van de termijn of uitdrukkelijke weigeringen wegens het ontbreken van de vereiste informatie in de aanvraag.

Over deze toekomstige situatie hadden wij gerapporteerd in de beoordeling van het nieuwe BWRO (de gewestelijke stedenbouwkundige beschikking) in de beoordeling die het college op 26 januari 2021 had vastgesteld en aan het gewest had toegezonden. Wij waren van oordeel dat een aanvrager die door de gemeente op de hoogte wordt gebracht van een waarschijnlijke termijnoverschrijding, aan de gemeente een extra termijn kan toestaan en aldus kan voorkomen dat het dossier door het gewest wordt overgenomen met de onvermijdelijke vertragingen als gevolg van een nieuw onderzoek van de aanvraag.

De staatssecretaris had meer dan een jaar nodig om te beseffen wat we hadden verklaard. Naar aanleiding van de verontwaardigde reacties van alle gemeenten en de Conferentie van burgemeesters onderzoekt de regering momenteel de inwerkingtreding van de corrigerende maatregel die wij in januari 2021 hebben voorgesteld.

Om u een idee te geven van de omvang van de aanvragen: sinds begin dit jaar zijn meer dan 160 vergunningsaanvragen ingediend.

In de eerste zes maanden van dit jaar werden 14 dossiers aanhangig gemaakt. Dit zijn allemaal dossiers die in 2021 en soms zelfs 2020 zijn ingediend. Van deze 14 dossiers kan de oorzaak van de aanhangigmaking in 4 gevallen aan onze administratie worden toegeschreven: 2 zijn het gevolg van een fout van een ambtenaar met wie de samenwerking werd stopgezet en 2 zijn het gevolg van een bijzondere druk medio 2021.

Voor de overige 10 dossiers zijn er verschillende verklaringen voor feiten die niet toe te schrijven zijn aan de gemeente: de aanvrager heeft de gevraagde wijzigingsplannen niet ingediend, de DBDMH heeft haar advies na een te lange termijn uitgebracht, de aanvrager heeft niet formeel aangegeven dat hij afzag van zijn dossier, het gewest heeft zijn advies over het dossier niet ingediend, waardoor wij niet binnen de wettelijke termijn een beslissing konden nemen enzovoort.

Sinds het begin van dit jaar zijn alle ontvangstbewijzen (volledig / onvolledig) vóór de wettelijke termijn afgegeven. Onze gemeente kan ook bogen op een zeer bemoedigende verhouding tussen meteen volledig verklaarde dossiers en ingediende dossiers (bijna 50%), wat het resultaat is van een goede samenwerking met de aanvragers en hun architecten.

Sinds begin 2022 worden alleen nog dossiers aanhangig gemaakt die in het belang van de aanvrager zijn. Dit zijn dossiers waarvoor een voorwaardelijk gunstig advies is uitgebracht en waarvoor binnen een termijn van zes maanden geen verdere informatie van de aanvrager is ontvangen. In deze gevallen moeten wij ofwel de vergunning binnen de wettelijke termijn weigeren, ofwel de vergunning laten lopen tot de automatische aanhangigmaking, wat de aanvrager nog eens 45 dagen geeft om zijn gewijzigde project in te dienen.

U ziet dus dat de door u genoemde situatie het gevolg is van te voorziene gevolgen van gewestelijke beslissingen, dat wij het gewest tijdig hebben gewaarschuwd en oplossingen hebben voorgesteld, en dat wij, ondanks het gebrek aan follow-up, onze diensten zo hebben georganiseerd dat deze situaties, die overigens voor het merendeel vaak te wijten zijn aan weinig reactieve aanvragers, beperkt blijven.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 08 juli 2022

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Christian Grétry, Marc Vandame, Jasmine Boumraya, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Conseillers communaux* ;
Stéphanie Paulissen, *Président du C.P.A.S.* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Eloïse Defosset, Lieve Jorens, *Échevin·e·s* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Jean-Claude Vitoux, Valérie Cops, Vanessa Rigodanzo, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

Séance du 23.06.22

#Objet : Question orale de Madame Marie-Pierre Bauwens et de Monsieur Christian Grétry (ECOLO-GROEN) : crise énergétique #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins
Chers Collègues,

Ces dernières semaines, les Bruxellois ont reçu leur facture de régularisation de gaz et d'électricité ainsi que leur nouvel acompte. Pour la plupart des ménages, cela a été une très mauvaise surprise puisque le prix du gaz a plus que triplé.

Cette flambée des prix de l'énergie plonge de nombreuses familles dans le désarroi, voire la précarité. Les entreprises et les administrations ne sont pas non plus épargnées par cette augmentation des prix.

Les causes de cette augmentation historique des coûts de l'énergie sont multiples et mondiales. La reprise des activités post-covid conjuguées à la guerre en Ukraine en sont les principales.

En tant que citoyens, entreprises ou administration, nous ne pouvons pas agir directement sur les causes de cette augmentation des prix, cependant, nous pouvons réduire notre facture en tentant de diminuer notre consommation de gaz et d'électricité.

Nos questions sont les suivantes :

- Quelles sont les mesures que la Commune adopte pour réduire la consommation de gaz et d'électricité dans l'ensemble de ses bâtiments ?
- Une campagne de sensibilisation est-elle menée auprès des locataires de la Régie foncière et/ou des allocataires sociaux afin de les conseiller et les aider à réduire leur consommation de gaz et d'électricité ?

Nous vous remercions pour votre attention.

Marie-Pierre Bauwens et Christian Grétry
Conseillère et Conseiller communaux Ecolo-Groen

Réponse de Monsieur Michel Blampain, Échevin :

Madame la Conseillère, monsieur le Conseiller,

Cher Collègues,

Je vous remercie pour votre question.

En ce qui concerne la réalisation d'une campagne de sensibilisation auprès des locataires, nous n'avons, à ce jour, pas encore mené de telle action.

Toutefois, vous n'êtes pas sans savoir qu'une sensibilisation massive est déjà menée par de nombreux niveaux de pouvoirs et largement relayée dans les médias.

En ce qui concerne les mesures mises en place pour réduire l'impact de cette hausse des prix sur les locataires, l'administration communale n'a pas de réelle marge de manœuvre puisque nous ne disposons d'aucune compétence dans cette matière. Nos locataires ne dérogent donc pas à cette flambée des prix.

Pour atténuer l'impact financier de la crise énergétique, de nombreuses mesures ont été adoptées par les pouvoirs compétents.

Le pouvoir fédéral a notamment :

- Prolongé l'accès au tarif social pour les bénéficiaires de l'intervention majorée ;
- Octroyé un chèque énergie de 80 euros et une prime « chauffage » de 100 euros ;
- Réduit la TVA sur l'électricité et le gaz à 6% jusqu'en septembre, voire jusqu'en décembre 2022 ;
- Renforcé des budgets alloués aux Fonds Gaz et Electricité utilisés par les CPAS.

La commune octroie notamment une aide de 99 €/an aux parents qui remplissent certaines conditions, à savoir, les familles nombreuses qui possèdent le statut BIM.

Le pouvoir régional bruxellois a également rehaussé les plafonds de revenus donnant accès au statut de client protégé et donc augmenté le nombre de bénéficiaires du tarif social.

L'ensemble de ces mesures à court terme est soutenu par les institutions européennes qui, depuis le début de cette année, mettent en place un nouveau plan d'approvisionnement énergétique européen plus durable et émancipé des exportations russes.

L'ensemble des locataires de notre régie foncière peut bénéficier, selon les conditions, de ces mesures.

Par ailleurs, pour les locataires ne disposant pas de contrat de fourniture à leur nom, nos services veillent aux comptes et préviennent les éventuels endettements en proposant des plans de paiement raisonnable et rationnel. En ce qui concerne les locataires qui disposent d'un contrat de fourniture à leur nom propre, nos services se tiennent à disposition afin de les aiguiller, en cas de besoin, vers les différentes aides existantes et notamment vers les conseillers de la cellule énergie en place auprès du CPAS de notre commune.

A ce jour, aucune situation problématique d'endettement excessif liée à cette crise énergétique n'a été observée par nos services. Si une de ces situations survient, nous ne manquerons pas de vous informer des mesures mises en place.

Par ailleurs, avant l'arrivée de l'hiver et du besoin accru de se chauffer, nous prévoyons d'adresser un courrier à l'ensemble des locataires afin de les alerter sur la nécessité de veiller à réduire leur consommation pour éviter les surprises.

Enfin, en ce qui concerne des perspectives de plus long terme, sachez que l'ensemble des rénovations des bâtiments de la régie sont réalisées de façon à en augmenter significativement les performances énergétiques, que cela soit par la modernisation des équipements techniques ou encore de l'isolation, mesures visant naturellement à diminuer les factures énergétiques.

<https://www.europarl.europa.eu/news/fr/headlines/economy/20220317STO25732/renforcer-les-mesures-contre-la-hausse-des-prix-de-l-energie-dans-l-ue>

<https://www.comparateur-energie.be/blog/tva-a-6-sur-lenergie-prolongation-du-tarif-social-queles-sont-les-dernieres-mesures-pour-le-secteur/>

<https://www.brugel.brussels/actualites/hausse-des-prix-de-lenergie-514>

Enfin, au niveau de la gestion des bâtiments communaux, de nombreuses actions ont été menées afin de diminuer l'impact énergétique, à savoir :

Suivi des consommations des sites dataloggés pour identifier les bâtiments les plus énergivores via la plateforme de comptabilité énergétique NRCLICKSCAN.

Pour les bâtiments énergivores, des actions ont été prises ou sont en cours, à savoir :

1. Poursuite du programme de remplacement des châssis et de l'isolation des toitures Centre Scolaire du Souverain et IAPS

2. Remplacement de l'éclairage des terrains du Stade Communal (2 terrains en 2022 et 2 terrains pour 2023)
3. Rénovation de chaufferies au stade (2021), au Arums (en cours) et à la pétanque.
4. Placement de panneaux solaires sur les toitures plates des différents bâtiments.

Pour réagir de manière plus ciblée à l'augmentation énergétique, une série de projets devrait être inscrits au futur budget communal, notamment :

1. Projet d'installation de Gestion Technique Centralisé (GTC) pour le pilotage des chaudières sur les sites : Centre d'art de Rouge Cloître, CS Souverain et IAPS, et les Crèches les Chatons et les Mômes.
2. Upgrade de la ventilation (2022-2023) du Gymnasium.
3. Production Solaire : mise en place d'un projet d'autoconsommation collective (en cours) – But : partager le surplus de la production solaire des sites du CS Blankedelle, CS Souverain et Gymnasium avec les autres bâtiments communaux. Non possible avec les sites Solarclick (Vairie, CS Marronniers)
4. Projet de placer une installation Photovoltaïque sur le site de l'IAPS (2023)
5. Projet d'étude pour l'isolation de la toiture et l'installation de panneaux photovoltaïque au centre culturel.
6. Projet d'étude pour le renforcement structurel de la toiture en vue de placer une installation Photovoltaïque au centre sportif Willegems (2023)
7. Etude de rénovation du CS Blankedelle et du CS Pré des Agneaux avec RENOCLICK (Etude selon accord cadre SIBELGA (2023)

Pour terminer, il est intéressant de rappeler que depuis 2004 au niveau du plan climat, la commune a diminué sa production de CO2 de près de 40%.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 08 juillet 2022

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Christian Grétry, Marc Vandame, Jasmine Boumraya, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Gemeenteraadsleden* ;
Stéphanie Paulissen, *Voorzitter van het O.C.M.W* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Eloïse Defosset, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Jean-Claude Vitoux, Valérie Cops, Vanessa Rigodanzo, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 23.06.22

#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouw Marie-Pierre Bauwens en de heer Christian Grétry (ECOLO-GROEN): energiecrisis #

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de voorzitter,
Mevrouw de burgemeester,
Geachte dames en heren schepenen,
Geachte collega's,

De afgelopen weken hebben de Brusselaars hun factuur met hun afrekening voor gas en elektriciteit en hun nieuwe voorafbetaling ontvangen. Voor de meeste huishoudens was dit een heel onaangename verrassing, aangezien de gasprijs meer dan verdrievoudigd is.

Door deze stijging van de energieprijzen zijn veel gezinnen in nood en zelfs in een preciaire situatie terechtgekomen. Ook ondernemingen en overheidsdiensten worden niet gespaard van deze prijsstijging.

Er zijn meerdere oorzaken van deze historische stijging van de energiekosten die zich bovendien over de hele wereld afspelen. De hervatting van de activiteiten na de coronaperiode in combinatie met de oorlog in Oekraïne zijn de belangrijkste daarvan.

Als burger, bedrijf of overheid kunnen wij de oorzaken van deze prijsstijging niet rechtstreeks beïnvloeden, maar wij kunnen wel onze rekening verlagen door te trachten ons verbruik van gas en elektriciteit te verminderen.

Vandaar onze volgende vragen:

- Welke maatregelen neemt de gemeente om het gas- en elektriciteitsverbruik in al haar gebouwen te verminderen?
- Is er een bewustmakingscampagne voor huurders van de Grondregie en/of steuntrekkers om hen te advies te geven en te helpen hun gas- en elektriciteitsverbruik te verminderen?

Alvast bedankt voor uw aandacht.
Marie-Pierre Bauwens en Christian Grétry
Gemeenteraadsleden Ecolo-Groen

Antwoord van de heer Michel Blampain, schepen:

Geachte mevrouw gemeenteraadslid, geachte heer gemeenteraadslid,

Beste collega's,

Ik dank u voor jullie vraag.

Een bewustmakingscampagne bij huurders hebben wij tot nu toe nog niet uitgevoerd.

Zoals u weet, wordt er echter reeds een grootscheepse bewustmakingscampagne gevoerd door vele bevoegdheidsniveaus en wordt er in de media uitvoerig over bericht.

Wat de maatregelen betreft om de gevolgen van deze prijsstijging voor de huurders te verzachten, heeft het gemeentebestuur niet echt manoeuvreerruimte, aangezien wij op dit gebied niet bevoegd zijn. Onze huurders zijn dus geen uitzondering op deze prijsexplosie.

Om de financiële gevolgen van de energiecrisis te verzachten, hebben de bevoegde overheden tal van maatregelen genomen.

In het bijzonder heeft de federale regering:

- de toegang tot het sociale tarief voor begunstigden van de verhoogde tegemoetkoming verlengd;
- een energiecheque van 80 euro en een "verwarmingspremie" van 100 euro toegekend;
- de btw op elektriciteit en gas verlaagd tot 6% tot september, en zelfs tot december 2022;
- de budgetten versterkt voor het Gas- en Elektriciteitsfonds die door de OCMW's worden gebruikt.

De gemeente kent met name een subsidie van 99 euro per jaar toe aan ouders die aan bepaalde voorwaarden voldoen, namelijk grote gezinnen met RVT-statuuat.

De Brusselse gewestelijke besturen hebben ook de inkomensgrenzen voor het statuut van beschermde klant verhoogd en zo het aantal begunstigden van het sociaal tarief vermeerderd.

Al deze maatregelen op korte termijn worden gesteund door de Europese instellingen, die sinds het begin van dit jaar een nieuw, duurzamer Europees energievoorzieningsplan opzetten dat vrij is van Russische export.

Alle huurders van onze grondregie kunnen van deze maatregelen genieten, afhankelijk van de voorwaarden.

Voor huurders die geen leveringscontract op hun naam hebben, controleren onze diensten bovendien de rekeningen en voorkomen zij eventuele schulden door redelijke en rationele betalingsplannen voor te stellen. Voor huurders die een leveringscontract op eigen naam hebben, staan onze diensten ter beschikking om hen, indien nodig, door te verwijzen naar de verschillende bestaande ondersteuning en in het bijzonder naar de adviseurs van de energiecel die bij het OCMW van onze gemeente is ingesteld.

Tot dusver hebben onze diensten geen enkele problematische situatie van buitensporige schulden in verband met deze energiecrisis vastgesteld. Mocht een van deze situaties zich voordoen, dan zullen wij u zeker op de hoogte brengen van de getroffen maatregelen.

Bovendien zijn wij van plan om vóór het begin van de winter en de grotere behoefte aan verwarming alle huurders een brief te sturen om hen erop te wijzen dat zij hun verbruik moeten verminderen om verrassingen te voorkomen.

Wat ten slotte de vooruitzichten op langere termijn betreft, worden alle renovaties van de gebouwen van de Regie zo uitgevoerd dat de energieprestaties ervan aanzienlijk worden verbeterd, hetzij door de technische uitrusting te moderniseren, hetzij door de isolatie te verbeteren, maatregelen die uiteraard tot doel hebben de energiefactuur te verlagen.

<https://www.europarl.europa.eu/news/nl/headlines/economy/20220317STO25732/ep-leden-willen-strengere-maatregelen-om-de-hoge-energieprijzen-aan-te-pakken>

<https://www.energie-vergelijker.be/blog/6-btw-op-energie-verlenging-van-het-sociaal-tarief-wat-zijn-de-jongste-maatregelen-voor-de-sector/>

https://www.brugel.brussels/nl_BE/actualites/stijging-van-de-energieprijzen-514

Wat ten slotte het beheer van de gemeentelijke gebouwen betreft, zijn talrijke acties ondernomen om de energie-impact te verminderen, namelijk:

Monitoring van het verbruik van de sites met datalogging om de gebouwen met het hoogste energieverbruik te identificeren via het energieboekhoudingsplatform NRCLICKSCAN.

Voor energieverslindende gebouwen zijn acties ondernomen of aan de gang, namelijk:

1. Voortzetting van het programma voor de vervanging van ramen en de isolatie van daken van het Centre Scolaire du Souverain en het IAPS
2. Vervanging van de verlichting van de velden van het Gemeentestadion (2 velden in 2022 en 2

velden voor 2023)

3. Renovatie van de stookplaatsen van het stadion (2021), in de Aronskelkenlaan (in uitvoering) en de petanque.
4. Installatie van zonnepanelen op de platte daken van de verschillende gebouwen.

Om gericht op de energietoename te kunnen inspelen, moet in de toekomstige gemeentebegroting een aantal projecten worden opgenomen, waaronder:

1. Project voor de installatie van gecentraliseerd technisch beheer (GTB) voor de controle van de ketels op de sites : Kunstencentrum Roodklooster, Centre Scolaire Du Souverain en het IAPS, en de Crèches Les Chatons en Les Mômes.
2. Verbetering van de ventilatie (2022-2023) van het Gymnasium.
3. Zonneproductie: uitvoering van een project voor collectief zelfverbruik (in uitvoering) - Doel: de overtollige zonneproductie van de sites Centre Scolaire Blankedelle, Centre Scolaire Souverain en Gymnasium delen met de andere gemeentelijke gebouwen. Niet mogelijk met de sites met Solarclick (Wegen, Centre Scolaire Marronniers)
4. Project voor de plaatsing van een fotovoltaïsche installatie op de site van het IAPS (2023)
5. Project voor de studie van de isolatie van het dak en de installatie van fotovoltaïsche panelen in het cultureel centrum.
6. Project voor de studie van de structurele versteviging van het dak met het oog op de plaatsing van een fotovoltaïsche installatie op het sportcentrum van Willegems (2023)
7. Studie van de renovatie van Centre Scolaire Blankedelle en Centre Scolaire Pré des Agneaux met RENOCLICK (Studie volgens raamovereenkomst SIBELGA (2023))

Tot slot is het interessant op te merken dat de gemeente sinds 2004 haar CO2-productie in het kader van het klimaatplan met bijna 40% heeft verminderd.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCRIFT
Oudergem, 08 juli 2022

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEN**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Christian Grétry, Marc Vandame, Jasmine Boumraya, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Conseillers communaux* ;
Stéphanie Paulissen, *Président du C.P.A.S.* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Eloïse Defosset, Lieve Jorens, *Échevin·e·s* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Jean-Claude Vitoux, Valérie Cops, Vanessa Rigodanzo, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

Séance du 23.06.22

**#Objet : Question orale de Messieurs François Lebovy et Christian Grétry (ECOLO-GROEN) :
Ukraine #**

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,

Madame la Bourgmestre, Mesdames les Échevines et Messieurs les Échevins, Chers collègues,
Lors des conseils communaux de ces derniers mois plusieurs de mes collègues ont adressé au collège des questions à propos de l'accueil des réfugiés ukrainiens. Le conflit va durer et nous devons plus de 100 jours du début l'invasion de l'Ukraine par les forces armées russes, continuer à nous préoccuper des personnes qui fuient cette guerre.

Dans la continuité de ces interpellations précédentes nos questions sont les suivantes : La commune a-t-elle proposé un soutien spécifique aux familles d'herbergeurs.euses ?

Qu'en est-il d'une possibilité de création de logements au niveau régional et ou communal pour soulager ces familles ?

Une grande majorité des réfugiés sont des enfants, peut-on quantifier le nombre d'enfants ukrainiens dans les écoles communales et quelles sont les prises en charge spécifiques ?

Qu'en est-il de l'offre de stage pour les enfants et de cours de français pour les parents durant l'été ? Nous vous remercions pour votre attention.

François Lebovy et Christian Grétry
Conseillers communaux Ecolo-Groen

Réponse de Madame Élise Willame, Échevine:

Une grande majorité des réfugiés sont des enfants, peut-on quantifier le nombre d'enfants ukrainiens dans les écoles communales et quelles sont les prises en charge spécifiques ?

À ce jour, nos écoles communales accueillent 18 enfants réfugiés ukrainiens (plus précisément 8 enfants en classes maternelles et 10 en primaires).

De manière générale, les équipes pédagogiques estiment que les enfants s'intègrent assez bien dans les classes et progressent dans leurs apprentissages, les attentes étant évidemment différentes qu'il s'agisse des mathématiques (où les enfants ukrainiens suivent sans trop de problèmes) ou du français (où les objectifs sont forcément différents du reste de la classe). Dans quelques rares situations, l'intégration semble plus compliquée et il est parfois nécessaire de changer l'enfant de classe pour lui permettre d'avancer à son rythme (c'est notamment le cas pour un jeune élève de première primaire qui rejetait avec violence l'école et

les apprentissages et qui après avoir été placé en classe de 3^e maternelle a pu s'intégrer et retrouver sa joie de vivre et sa soif d'apprendre).

Les enfants accueillis en primaire bénéficient de plusieurs dispositifs individualisés pour leur permettre d'acquérir certaines bases en français. Nous avons donc mis en place des heures d'accompagnement données par un enseignant via des heures de remédiation ou de cours FLA (Français Langue de l'Apprentissage) ainsi que pour l'une de nos écoles, par un parent bénévole.

Toutes nos écoles ont lancé des appels à la solidarité, tant pour les enfants du SAMU SOCIAL que pour les enfants ukrainiens et l'une d'entre elles a souhaité organiser un petit déjeuner pour les familles des enfants ukrainiens afin de favoriser le contact et le soutien de ces familles entre elles.

Par ailleurs, dans certaines de nos classes primaires nous pouvons compter sur des enfants parlant l'ukrainien ou le russe, ce qui facilite grandement la communication, ceux-ci se prêtant volontiers à un précieux exercice de traduction lorsque le besoin s'en fait sentir.

De manière générale, nos équipes redoublent d'imagination et de créativité et ont développé des outils visuels, des pictogrammes et des astuces pour communiquer avec ces enfants et leurs familles.

Le contact entre les familles hébergeuses et l'école facilite aussi grandement la communication.

Dans le cadre de l'accueil de ces enfants dans les écoles, notre pouvoir organisateur avait l'opportunité d'ouvrir une classe DASPA (Dispositif d'accompagnement des élèves primo-arrivant). Ce dispositif est activable lorsqu'une école accueille au moins 8 élèves primo-arrivants et permet de bénéficier de 12 périodes subsidiées par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Nous avons fait le choix de ne pas avoir recours à ce type de dispositif. D'une part parce que ces 12 périodes ne peuvent être ventilées à souhait ; l'école se verrait donc dans l'obligation de réunir ces enfants d'âge différents (on parle ici de mélanger des enfants de 3 à 12 ans) et dont les besoins diffèrent très sensiblement. D'autre part, parce que nous croyons aux vertus de l'immersion ; se retrouver seul dans une classe d'enfants parlant français est une source d'apprentissage et de motivation particulièrement efficace.

Nous avons donc, à dessein, choisi de garder nos classes telles qu'organisées tout en offrant un soutien pédagogique utile à ces enfants au travers de nos maîtres de remédiation et de FLA, mais également un soutien psychologique individualisé grâce à Laurence, notre responsable de la prévention du harcèlement et des violences visibles et invisibles.

Les retours que nous avons du terrain sont pour l'essentiel très positifs, qu'il proviennent de nos équipes ou des familles (ukrainiennes et hébergeuses). Nous ferons évidemment le point pour la rentrée prochaine et étudierons la possibilité d'ouvrir ou non un dispositif DASPA pour la rentrée 2022.

Qu'en est-il de l'offre de stage pour les enfants et de cours de français pour les parents durant l'été ?

Comme vous le savez, notre équipe des activités parascolaires organise des plaines de vacances durant les deux mois d'été. Les activités sont divisées en tranches d'âges : 2,5 – 4 ans et 4 – 6 ans et 6-12 ans. Depuis plusieurs années, l'équipe a l'habitude de réserver des places pour les familles qui vivent des situations difficiles d'ordre financière ou sociale.

Durant le congé de Printemps (Pâques) nous avons accueilli 2 enfants venus d'Ukraine dans la section 6 - 12ans. Les difficultés rencontrées étaient d'ordre linguistique, la barrière de la langue complique les échanges. Certains enfants parlaient russe et/ou ukrainien, leur aide a été précieuse tant pour nos équipes d'animation que pour les enfants concernés.

Pour les centres de vacances de cet été, nous avons reçu spontanément plusieurs demandes de la part des familles d'hébergeurs depuis le mois de mai. À ce jour, nous avons reçu 7 demandes d'inscription pour cet été (3 enfants âgés de 4 à 6 ans et 3 enfants âgés de 6 à 13 ans). Enfin, 4 inscriptions « gratuites » ont été octroyées.

À ce jour, quelques places sont restantes. Pour pouvoir s'inscrire, le parent doit créer son compte sur la plateforme d'inscription en ligne. Si les stages apparaissent comme complets, les parents peuvent contacter directement le service. Ces informations ont bien entendu été transmises aux familles hébergeuses.

Pour ce qui concerne les cours de français proposés aux adultes réfugiés, l'Institut de Promotion Sociale d'Auderghem a ouvert 45 places en Français Langues étrangères depuis le 19 avril. Depuis le 9 mai, nous avons pu ouvrir 45 places supplémentaires. Ces 90 places sont occupées jusque fin juin. Le financement de ces cours est assuré via un partenariat entre Actiris et la FWB. . En Région bruxelloise, c'est le plus gros effort d'organisation de cours de FLE : Anderlecht, Schaerbeek, St-Gilles, Ixelles et Uccle en ont aussi organisé, mais pas autant.

Grâce à l'implication de l'équipe et de la direction, il sera possible de proposer 6 semaines de cours de

français durant l'été (plus précisément 4 semaines en juillet et 2 semaines en août, donc 120 périodes) à destination des réfugiés ukrainiens domiciliés à Auderghem. Ces cours sont entièrement financés par ACTIRIS.

Les cours se donneront à la salle du penthouse de la maison communale par des enseignantes de l'IAPS. Cette offre permet donc de répondre à une forte demande de la part des élèves qui fréquentent les cours de FLE et de pouvoir aussi prolonger leurs apprentissages durant l'été.

Réponse de Monsieur Didier Molders, Échevin :

ASBL Le Pavillon

- Concernant les adultes :

L'asbl organisera durant le mois de juillet des cours de Français Langue Etrangère (FLE) pour adultes à la maison des jeunes à raison de 3x par semaine durant 3 heures. La demande étant très importante les modalités pourraient évoluer dans les semaines qui viennent.

Les inscriptions sont en cours via le numéro de téléphone de l'asbl Le Pavillon.

- Concernant les enfants 6 à 12 ans:

Les inscriptions aux stages sont clôturées. Des places avaient été réservées mais aucune demande de participation d'enfant Ukrainien n'a été faite.

- Concernant les adolescents 12 à 18 ans:

Onze inscriptions d'adolescents d'Ukraine ont été faites pour les stages du mois de juillet.

CEMPA

Les réfugiés (enfants, jeunes et adultes/seniors) habitant le territoire communal ont eu la possibilité de s'inscrire et de participer à l'ensemble des activités proposées. Aucune demande n'a été enregistrée.

Réponse de Madame Sophie de Vos, Bourgmestre :

La commune a effectivement mis en place un soutien spécifique aux familles en prenant diverses initiatives :

- réunions d'informations pour les familles d'hébergeurs réunissant les différents services directement concernés
- liste de FAQ sur le site internet
- collecte et diffusion d'informations régulières par mail à ces familles
- mise à disposition du RDC d'une maison de la chaussée de Wavre, monsieur Molders pourra vous en dire plus à ce sujet.

Concernant le logement : nous attendons toujours de la région que des solutions pérennes soient apportées. On parle de transformer des bureaux vides en logements pour la rentrée de septembre. Notre proposition de mettre des logements modulaires sur le site Delta n'a pas été retenue par la SAU. Nous compterons donc tout l'été sur la générosité des 122 hébergeurs privés qui accueillent à ce jour 203 personnes et sur l'autonomisation de certains réfugiés qui commencent à voler de leurs propres ailes.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 08 juillet 2022

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Christian Grétry, Marc Vandame, Jasmine Boumraya, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Gemeenteraadsleden* ;
Stéphanie Paulissen, *Voorzitter van het O.C.M.W* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Eloïse Defosset, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Jean-Claude Vitoux, Valérie Cops, Vanessa Rigodanzo, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 23.06.22

#Onderwerp : Mondelinge vraag van de heren François Lebovy en Christian Grétry (ECOLO-GROEN) : Oekraïne #

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de voorzitter,

Geachte mevrouw de burgemeester, dames en heren schepenen, geachte collega's,
Tijdens de gemeenteraden van de afgelopen maanden hebben verschillende van mijn collega's vragen aan het college gesteld over de opvang van Oekraïense vluchtelingen. Het conflict zal voortduren en wij moeten ons, meer dan 100 dagen na het begin van de invasie van Oekraïne door de Russische strijdkrachten, zorgen blijven maken over de mensen die deze oorlog ontvluchten.

In het verlengde van deze voorgaande vragen, hebben wij de volgende vragen: heeft de gemeente specifieke steun aangeboden aan de families die vluchtelingen opvangen?

Hoe zit het met de mogelijkheid om op gewestelijk en/of gemeentelijk niveau huisvesting te creëren om deze gezinnen te ontlasten?

Een grote meerderheid van de vluchtelingen zijn kinderen, kunnen wij een cijfer plakken op het aantal Oekraïense kinderen in de gemeentelijke scholen en welke specifieke opvang wordt geboden?

Hoe zit het met het aanbod van kampen voor kinderen en cursussen Frans voor ouders tijdens de zomer?

Alvast bedankt voor uw aandacht.

François Lebovy en Christian Grétry

Gemeenteraadsleden Ecolo-Groen

Antwoord van mevrouw Élise Willame, schepenen:**Een grote meerderheid van de vluchtelingen zijn kinderen, kunnen wij een cijfer plakken op het aantal Oekraïense kinderen in de gemeentelijke scholen en welke specifieke opvang wordt geboden?**

Tot nu toe zijn 18 Oekraïense vluchtelingenkinderen (8 in de kleuterschool en 10 in de lagere school) ingeschreven in onze gemeentelijke scholen.

In het algemeen zijn de onderwijsteams van mening dat de kinderen zich vrij goed integreren in de klassen en vooruitgang boeken bij het leren, waarbij de verwachtingen uiteraard verschillen of het nu gaat om wiskunde (waar de Oekraïense kinderen zonder al te veel problemen volgen) of om Frans (waar de doelstellingen noodzakelijkerwijs verschillen van die van de rest van de klas). In enkele zeldzame gevallen lijkt de integratie ingewikkelder en is het soms nodig van klas te veranderen om het kind in staat te stellen in zijn eigen tempo vooruitgang te boeken (dit was bijvoorbeeld het geval met een jonge leerling uit de eerste

klas die heftig reageerde en niet naar school wou of leren, en die, nadat hij in de derde kleuterklas was geplaatst, zich wel kon integreren en opnieuw blij en leergierig werd).

Kinderen op de lagere school kunnen gebruik maken van een aantal geïndividualiseerde programma's waarmee ze bepaalde basisvaardigheden van het Frans kunnen verwerven. Daarom hebben wij uren vrijgemaakt voor ondersteuning door een leerkracht via remediëring of lessen Frans als Leertaal (FLA, Français Langue de l'Apprentissage) en, voor één van onze scholen, door een oudervrijwilliger.

Al onze scholen hebben oproepen tot solidariteit gedaan, zowel voor de kinderen van SAMU SOCIAL als voor de Oekraïense kinderen, en een van hen wilde een ontbijt organiseren voor de gezinnen van de Oekraïense kinderen om het contact en de ondersteuning van deze gezinnen te bevorderen.

Bovendien hebben we in sommige van onze lagere klassen kinderen die Oekraïens of Russisch spreken, wat de communicatie veel gemakkelijker maakt, en zij zijn graag bereid om waardevol vertaalwerk te doen wanneer dat nodig is.

Over het algemeen zijn onze teams extra vindingrijk en creatief en hebben zij visuele hulpmiddelen, pictogrammen en tips ontwikkeld om met deze kinderen en hun gezinnen te communiceren.

Ook het contact tussen de gastgezinnen en de school vergemakkelijkt de communicatie aanzienlijk.

In het kader van de opvang van deze kinderen in de scholen heeft onze organiserende macht de gelegenheid gehad een DASPA-klas (Dispositif d'accompagnement des élèves primo-arrivant, begeleiding voor de leerlingen van nieuwkomers) te openen. Dit instrument kan worden geactiveerd wanneer een school minstens 8 leerlingen van nieuwkomers telt en 12 door de Federatie Wallonië-Brussel gesubsidieerde periodes toelaat.

Wij hebben ervoor gekozen dit soort instrument niet te gebruiken. Enerzijds omdat deze 12 perioden niet naar wens kunnen worden opgesplitst; de school zou dus verplicht zijn kinderen van verschillende leeftijden met heel uiteenlopende behoeften bij elkaar te zetten (het gaat om kinderen van 3 tot 12 jaar). Anderzijds omdat wij geloven in de positieve invloed van immersie; alleen zijn in een klas met Franssprekende kinderen is een bijzonder efficiënte bron om te leren en gemotiveerd te zijn.

Daarom hebben wij er bewust voor gekozen onze klassen te houden zoals ze zijn en tegelijkertijd deze kinderen een nuttige pedagogische ondersteuning te bieden via onze taakleerkrachten en FLA-docenten, maar ook geïndividualiseerde psychologische ondersteuning via Laurence, onze preventied medewerker pesten en zichtbaar en onzichtbaar geweld.

De feedback die we uit het veld krijgen, is overwegend zeer positief, zowel van onze teams als van de gezinnen (Oekraïense en gastgezinnen). Wij zullen uiteraard de balans opmaken voor het begin van het volgende schooljaar en de mogelijkheid bestuderen om een DASPA-regeling te openen voor het begin van het schooljaar 2022.

Hoe zit het met het aanbod van kampen voor kinderen en cursussen Frans voor ouders tijdens de zomer?

Zoals u weet, organiseert ons naschoolse team vakantiecampen tijdens de twee zomermaanden. De activiteiten zijn onderverdeeld in leeftijdsgroepen: 2,5 tot 4 jaar, 4 tot 6 jaar en 6 tot 12 jaar. Sinds enkele jaren heeft het team de gewoonte plaatsen te reserveren voor gezinnen die financiële of sociale moeilijkheden ondervinden.

Tijdens de paasvakantie verwelkomden we 2 kinderen uit Oekraïne in de groep van 6 tot 12 jaar. De ondervonden moeilijkheden waren van taalkundige aard, aangezien de taalbarrière de uitwisselingen bemoeilijkt. Sommige kinderen spraken Russisch en/of Oekraïens, en hun hulp was van onschatbare waarde voor zowel onze animatieteams als de betrokken kinderen.

Voor de vakantiecentra van deze zomer hebben we sinds mei verschillende spontane verzoeken van gastgezinnen ontvangen. Tot nu toe hebben wij 7 aanmeldingen voor inschrijving voor deze zomer ontvangen (3 kinderen van 4 tot 6 jaar en 3 kinderen van 6 tot 13 jaar). Ten slotte werden 4 "gratis" inschrijvingen toegekend.

Momenteel zijn er nog enkele plaatsen beschikbaar. Om zich te kunnen inschrijven, moet de ouder een account aanmaken op het online inschrijvingsplatform. Als de kampen vol blijken te zijn, kunnen de ouders rechtstreeks contact opnemen met de dienst. Deze informatie werd uiteraard doorgegeven aan de gastgezinnen.

Wat de cursussen Frans voor volwassen vluchtelingen betreft, heeft het Oudergems Instituut voor Sociale Promotie sinds 19 april 45 plaatsen bij Frans als vreemde taal geopend. Sinds 9 mei hebben we 45 extra plaatsen kunnen openen. Deze 90 plaatsen zijn bezet tot eind juni. Deze cursussen worden gefinancierd via

een partnerschap tussen Actiris en de FWB. . In het Brussels Gewest is dit de grootste inspanning om cursussen Frans als vreemde taal te organiseren: Anderlecht, Schaarbeek, Sint-Gillis, Elsene en Ukkel hebben er ook een aantal georganiseerd, maar niet zoveel.

Dankzij de medewerking van het team en de directie zal het mogelijk zijn om tijdens de zomer 6 weken Franse les aan te bieden (om precies te zijn 4 weken in juli en 2 weken in augustus, d.w.z. 120 periodes) aan Oekraïense vluchtelingen die in Oudergem wonen. Deze cursussen worden volledig gefinancierd door ACTIRIS.

De lessen worden gegeven in de penthousezaal van het gemeentehuis door docenten van het IAPS. Met dit aanbod spelen we in op een grote vraag van de studenten die de cursussen Frans als vreemde taal volgen en hun opleiding tijdens de zomer kunnen voortzetten.

Antwoord van de heer Didier Molders, schepen:

Vzw Le Pavillon

- Wat de volwassenen betreft:

Tijdens de maand juli zal de vzw cursussen Frans als vreemde taal (FLE) organiseren voor volwassenen in het jeugdcentrum, 3 keer per week gedurende 3 uur. Omdat de vraag zo groot is, zouden de modaliteiten in de komende weken kunnen veranderen.

Inschrijvingen worden momenteel aangenomen via het telefoonnummer van de vzw Le Pavillon.

- Wat de kinderen van 6 tot 12 jaar betreft:

De inschrijvingen voor de kampen zijn afgesloten. Er waren plaatsen gereserveerd, maar er waren geen aanvragen van Oekraïense kinderen.

- Wat de tieners van 12 tot 18 jaar betreft:

Elf tieners uit Oekraïne hebben zich ingeschreven voor de kampen van juli.

CEMPA

Vluchtelingen (kinderen, jongeren en volwassenen/senioren) die in de gemeente wonen, konden zich inschrijven en deelnemen aan alle aangeboden activiteiten. Er werd geen enkele aanvraag geregistreerd.

Antwoord van mevrouw Sophie de Vos, burgemeester:

De gemeente heeft daadwerkelijk gezorgd voor specifieke steun voor gezinnen door verschillende initiatieven te nemen:

- infosessies voor gastgezinnen met de verschillende rechtstreeks betrokken diensten
- lijst met veelgestelde vragen op de website
- het verzamelen en verspreiden van regelmatige informatie per e-mail aan deze gezinnen
- terbeschikkingstelling van het gelijkvloers van een huis aan de Waversesteeweg, de heer Molders zal u hier meer over kunnen vertellen.

Wat de huisvesting betreft: wij wachten nog steeds op het Gewest voor permanente oplossingen. Er wordt gesproken over het ombouwen van lege kantoren tot woningen voor de start van het schooljaar in september. Ons voorstel om modulaire huisvesting te plaatsen op de Delta-site werd door de MSI niet aanvaard. Wij zullen dus de hele zomer rekenen op de vrijgevigheid van de 122 particuliere gastgezinnen die momenteel 203 mensen opvangen en op de autonomie van sommige vluchtelingen die op eigen benen beginnen te staan.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 08 juli 2022

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEN**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Christian Grétry, Marc Vandame, Jasmine Boumraya, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Conseillers communaux* ;
Stéphanie Paulissen, *Président du C.P.A.S.* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Eloïse Defosset, Lieve Jorens, *Échevin·e·s* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Jean-Claude Vitoux, Valérie Cops, Vanessa Rigodanzo, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

Séance du 23.06.22

#Objet : Question orale de mesdames Martine Maelschalck et Cécile Henrard (MR-OpenVLD) à propos des fontaines publiques #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins,
Chers Collègues,

La société de production et de distribution d'eau VIVAQUA soutient le développement d'un réseau de fontaines à boire en Région bruxelloise. Elle propose de gérer (contre rémunération), l'achat, le placement et l'entretien de ces fontaines, tant sur les voiries communales que régionales. Dans ce cadre, selon la presse (Sud presse 24 mai, Le Soir 14 juin), 12 communes ont manifesté un intérêt (pour un total de 74 fontaines) et la Région devrait installer 43 autres fontaines.

C'est un projet intéressant pour les sportifs et toutes les personnes qui fréquentent nos espaces verts, particulièrement alors que des périodes de forte chaleur se multiplient.

La commune d'Auderghem en est manifestement convaincue puisque, dans sa note de politique générale, la majorité communale annonce que qu' « un accès permanent à l'eau potable sera promu dans les écoles communales et les lieux publics ».

Nos questions sont les suivantes :

- Quelle est la situation actuelle à Auderghem en matière de fontaines publiques ? Combien de fontaines à eau sont-elles installées et où ?
- Où en sont les projets d'aménagement de nouvelles fontaines ? Dans quel délai ?
- Quel est le coût de l'intervention de VIVAQUA ?
- Tant qu'on parle d'eau (non potable), pouvez-vous nous dire où en est le projet d'installer progressivement « des toilettes publiques dans les espaces publics et en particulier les parcs et plaines de jeux » de la commune comme indiqué également dans la note de politique générale ? Ce serait certainement une solution aux nuisances constatées dans les parcs très fréquentés qui ne disposent pas de toilettes.

Nous vous remercions.

Martine Maelschalck et Cécile Henrard, conseillères communales MR-Open VLD

Réponse de Monsieur Matthieu Pillois, Échevin :

Madame la conseillère,

En 2020, Vivaqua a pris contact avec l'ensemble des communes pour lancer un projet de fontaines publiques sur l'ensemble du territoire. Vivaqua précisait directement que pour que le projet puisse vivre, il était nécessaire que sur l'ensemble des communes partenaires, il fallait au moins développer 70 fontaines.

La commune d'Auderghem a décidé en 2020 de marquer un accord de principe sur ce projet car il s'inscrivait effectivement dans notre accord de majorité. En 2021, lors d'une réunion technique entre les services communaux et les représentants de Vivaqua, la commune a appris que les coûts à charge des communes pour chaque fontaine installée y compris pour son entretien (nettoyage tous les 10 jours) était de 6.000€. Face à cette somme importante et dans le contexte budgétaire que nous connaissons actuellement et dans le futur, la commune a décidé de mettre entre parenthèses le projet. Vous le comprendrez très certainement j'en suis sûr vu que Madame la Bourgmestre a encore pu le répéter dans sa présentation des comptes que le futur budgétaire sera très compliqué.

De plus, les services communaux se posaient de nombreuses questions en matière d'hygiène et de salubrité publique. Je pense notamment au COVID (moment durant lequel le projet a été initié) ou par simple vandalisme volontaire (pollution des bornes, etc...).

Très récemment, Vivaqua est revenu vers la commune pour demander si nous souhaitions revoir notre position en indiquant que le prix était maintenant de 4.000€ indexable chaque année. Notre position de mise en parenthèses n'a pas changé.

Je rappelle par ailleurs que nous avons des fontaines d'eau publique le long de la promenade verte et dans les différentes écoles communales.

Par rapport à votre question sur les toilettes publiques, le même débat s'est posé. Le coût exorbitant d'un tel dispositif (25.000€ par toilette sans les frais d'entretien et du nettoyage quotidien) ne nous permettait pas de l'implémenter à ce stade. Il existe par ailleurs un projet régional qui a plus de sens. Nous avons également déjà des toilettes sur les sites du cimetière communal et de Rouge-Cloître. Des toilettes publiques seront également prévues dans les bâtiments de « classes vertes » de Rouge-Cloître qui seront bientôt rénovées. Je rajouterai également que depuis la réouverture totale de l'Horeca, la problématique se pose un peu moins.

Enfin, nous avons invité Vivaqua et Bruxelles Environnement à mettre en œuvre, en commun, les projets de développement de fontaines d'eau publique et de toilettes au sein des parcs présents sur le territoire communal et gérés entièrement par la Région bruxelloise.

J'espère avoir pu répondre à vos questions de la manière la plus précise possible.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 08 juillet 2022

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Christian Grétry, Marc Vandame, Jasmine Boumraya, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Gemeenteraadsleden* ;
Stéphanie Paulissen, *Voorzitter van het O.C.M.W* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Eloïse Defosset, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijns, Jean-Claude Vitoux, Valérie Cops, Vanessa Rigodanzo, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 23.06.22

#Onderwerp : Mondeling vraag van mevrouw Martine Maelschalck en mevrouw Cécile Henrard (MR-openVLD) over de openbare fonteinen #

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de voorzitter,
Mevrouw de burgemeester,
Dames en heren schepenen,
Geachte collega's,

VIVAQUA, het bedrijf voor de productie en de distributie van drinkwater, steunt de uitbouw van een netwerk van drinkwaterfonteinen in het Brussels Gewest. Zij bieden aan om (tegen betaling) de aankoop, de plaatsing en het onderhoud van deze fonteinen te beheren, zowel op gemeentelijke als op gewestelijke wegen. Volgens de pers (SudPresse 24 mei, Le Soir 14 juni) hebben 12 gemeenten belangstelling getoond (voor een totaal van 74 fonteinen) en zou het Gewest nog 43 andere fonteinen moeten installeren.

Dit is een interessant project voor sporters en al diegenen die gebruik maken van onze groene ruimten, vooral omdat we steeds meer tijden van hoge temperaturen meemaken.

De gemeente Oudergem is daar duidelijk van overtuigd, want in haar algemene beleidsnota kondigt de gemeentelijke meerderheid aan dat "een permanente toegang tot drinkwater zal worden bevorderd in gemeentelijke scholen en op openbare plaatsen".

Vandaar onze volgende vragen:

- Hoe staat het momenteel in Oudergem met betrekking tot openbare fonteinen? Hoeveel waterfonteinen zijn er geïnstalleerd en waar?
- Wat is de status van de plannen voor nieuwe fonteinen? Op welke termijn zouden die er komen?
- Wat zijn de kosten van de interventie van VIVAQUA?
- Nu we het toch over (niet-drink)water hebben, kunt u ons vertellen hoe het staat met het project om geleidelijk "openbare toiletten in de openbare ruimte en in het bijzonder in parken en speeltuinen" in de gemeente te installeren, zoals ook in de algemene beleidsnota wordt aangegeven? Dit zou zeker een oplossing zijn voor de overlast in heel drukke parken die niet over toiletten beschikken.

Wij danken u.

Martine Maelschalck en Cécile Henrard, gemeenteraadsleden MR-Open VLD

Antwoord van de heer Matthieu Pillois, schepen:

Geachte mevrouw gemeenteraadslid,

In 2020 nam VIVAQUA contact op met alle gemeenten om een project op te starten voor openbare fonteinen over het hele grondgebied. VIVAQUA verklaarde meteen dat om het project levensvatbaar te maken ten minste 70 fonteinen moesten worden geïnstalleerd in alle partnergemeenten.

De gemeente Oudergem heeft in 2020 beslist om in principe met dit project in te stemmen, omdat het inderdaad in overeenstemming was met ons meerderheidsakkoord. In 2021 vernam de gemeente tijdens een technische vergadering tussen de gemeentelijke diensten en vertegenwoordigers van VIVAQUA dat de kosten die de gemeenten voor elke geïnstalleerde fontein moesten dragen, inclusief het onderhoud (reiniging om de 10 dagen), 6.000 euro bedroegen. Geconfronteerd met dit grote bedrag en in de budgettaire context waarin wij momenteel verkeren en ook in de toekomst zullen verkeren, heeft de gemeente besloten het project on hold te zetten. Ik ben er zeker van dat u zult begrijpen, zoals de burgemeester bij haar presentatie van de rekeningen heeft herhaald, dat de budgettaire toekomst zich heel ingewikkeld aankondigt.

Bovendien hadden de gemeentelijke diensten veel vragen over hygiëne en volksgezondheid. Ik denk met name aan COVID (toen het project van start ging) of gewoon opzettelijk vandalisme (vervuiling van de drinkzuilen enzovoort).

Zeer onlangs nam VIVAQUA opnieuw contact op met de gemeente om te vragen of wij ons standpunt wilden heroverwegen: ze gaven daarbij aan dat de prijs nu 4.000 euro bedroeg, met mogelijk een jaarlijkse indexatie. Onze positie om het project on hold te zetten is niet veranderd.

Ik wil u er ook aan herinneren dat we openbare waterfonteinen hebben langs de Groene Wandeling en in de verschillende gemeentescholen.

In verband met uw vraag over openbare toiletten is er dezelfde discussie geweest. De exorbitante kosten van een dergelijke inrichting (25.000 euro per toilet zonder de kosten van onderhoud en dagelijkse reiniging) maakten het ons in dit stadium niet mogelijk dit in te voeren. Er is ook een gewestelijk project dat meer zin heeft. Er zijn ook al toiletten op de gemeentelijke begraafplaats en in het Rood-Klooster. Er zullen ook openbare toiletten komen in de binnenkort te renoveren gebouwen voor de "natuurklassen" van het Rood-Klooster. Ik voeg hier ook aan toe dat het probleem sinds de volledige heropening van de horecasector iets minder acuut is geworden.

Ten slotte hebben we VIVAQUA en Leefmilieu Brussel uitgenodigd om samen projecten uit te voeren voor de ontwikkeling van openbare waterfonteinen en toiletten in parken op het gemeentelijk grondgebied die volledig door het Brussels Gewest worden beheerd.

Ik hoop dat ik uw vragen zo nauwkeurig mogelijk heb kunnen beantwoorden.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 08 juli 2022

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Christian Grétry, Marc Vandame, Jasmine Boumraya, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Conseillers communaux* ;
Stéphanie Paulissen, *Président du C.P.A.S.* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Eloïse Defosset, Lieve Jorens, *Échevin·e·s* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Jean-Claude Vitoux, Valérie Cops, Vanessa Rigodanzo, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

Séance du 23.06.22

#Objet : Question orale de Madame Carinne Lenoir (DéFI) : journée sans voiture #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins
Chers Collègues,

Nous apprenons, il y a quelques jours, par un article du journal le soir que la Ministre de la Mobilité Elke Van den Brandt (Groen) souhaite consulter les communes sur l'augmentation des journées sans voiture en région bruxelloise.

Elle propose 3 scénarios pour 2023 :

- une journée par mois
- une par mois durant l'été
- un dimanche par an

et la région ne propose aucune compensation financière aux Communes.

Mes questions seront les suivantes :

- Quels sont les contraintes que vous identifiez pour l'organisation de cette journée pour la commune et la zone de police ?
- Pensez-vous que les scénarios sur la table soient réalistes, réalisables et finançables sur fond propre sans aide régionale pour la commune Auderghem et les 18 autres communes
- Pensez-vous qu'augmenter la journée sans voiture apporte une vraie réflexion sur l'amélioration de la mobilité, l'environnement et les citoyens ?
- Pensez-vous à d'autres dispositifs à mettre en place qui aurait un meilleur impact sur les citoyens, la mobilité, et l'environnement ?
- Pouvez-vous nous expliquer la mise en place pour l'édition 2022 à Auderghem ?

Je vous remercie d'avance.

Carinne Lenoir
Pour le groupe défi Auderghem

Réponse de Monsieur Matthieu Pillois, Échevin :

Madame la conseillère,

Le 13 juin dernier, l'ensemble des communes bruxelloises ont effectivement reçu un courrier de la part de la Ministre bruxelloise de la Mobilité qui nous enjoint à réfléchir à la faisabilité pratique d'une multiplication des journées sans voitures à partir de 2023. Il nous est aussi demandé d'identifier les enjeux en termes d'impact et de coût.

Je tiens à rappeler qu'il est impossible d'avancer sur un tel projet si les communes ne sont pas toutes parties prenantes.

Une telle mobilisation représente un coût très élevé pour les pouvoirs locaux. Elle demande un travail administratif très important pour le personnel communal en matière de fermetures de voiries à la circulation et de gestion des dérogations. Rien qu'avec le Chirec, ce sont plusieurs centaines de dérogations à délivrer en un court laps de temps. La police locale est également entièrement mobilisée pendant cette journée, ce qui la détourne de ses missions essentielles. D'autant plus, dans un contexte où le manque de personnel est bien connu. N'y a-t-il pas d'autres priorités pour nos forces de l'ordre actuellement ? La Région est-elle prête à couvrir les coûts supplémentaires engendrés par la multiplication des journées sans voitures ?

De plus, chaque année les communes prévoient une série d'activités pour faire de la journée sans voitures un moment de rassemblement et de sensibilisation. Pour une édition à Auderghem, c'est quelque 8.000€ qui sont dépensés et à cela, il faut ajouter les heures supplémentaires du nombreux personnel qui travaille ce jour-là et qui récupère les heures prestées le dimanche. La Région a par ailleurs décidé de ne plus subventionner ce genre d'activité. Alors, imaginez-vous l'impact sur les finances communales si nous devions multiplier ce type de journée.

Si le but d'une telle journée est de lutter contre la pollution de l'air grâce à un transfert modal de la part des automobilistes vers les transports en commun et les modes de déplacements doux, encore faut-il que ces mêmes automobilistes puissent vivre une expérience positive leur donnant envie d'opérer ce transfert modal. Or, la STIB a indiqué que l'ajout d'une journée sans voiture augmenterait la fréquentation des transports publics de 25% alors qu'ils sont déjà saturés. Pour la STIB, mettre en œuvre une telle décision relève du casse-tête et cette initiative pourrait être contre-productive car, en cas de fiasco, les automobilistes participant à l'expérience auraient été déçus de la qualité de l'offre et l'effet aurait été contraire à celui escompté, à savoir, celui d'inciter les automobilistes à changer leurs habitudes. De plus, la gratuité des transports en commun est de mise pendant cette journée, quel serait l'impact sur les recettes de la STIB si nous devions en avoir plusieurs par an ?

Par ailleurs, de nombreuses activités sportives, commerciales, récréatives (brocantes etc...), familiales se retrouvent perturbées lors de la journée sans voiture. Chaque année, nous devons faire face au mécontentement de nombreux commerçants, brocanteurs, sportifs et j'en passe, qui ne peuvent pas exercer leur métier, leur activité ou leur sport lors d'une journée sans voiture. Qu'en serait-il si un travailleur, un livreur se verrait interdire l'entrée ou la circulation dans Bruxelles plusieurs fois par an ? Il me semble dans tous les cas plus que nécessaire de consulter le monde économique, associatif et les partenaires sociaux avant de prendre toute décision. Ce sont des acteurs importants de la vie bruxelloise et ils ne peuvent être oubliés.

Enfin, je vous citerai la position d'Inter-Environnement Bruxelles qui outre leurs réserves par rapport aux coûts-bénéfices d'une telle opération, précise que ce type d'initiative à caractère « unique, ponctuel et radical » ne va pas amener un « changement durable » des comportements. Il faut privilégier des actions pérennes pour véritablement avoir un report modal.

Je m'inscris pleinement dans cette dernière position. Pourquoi toujours vouloir diviser la société à coups de contraintes plutôt que d'être dans des actions rassembleuses et positives ? Ne devrions-nous pas consacrer les possibles moyens complémentaires pour multiplier les journées sans voitures à l'organisation d'actions de sensibilisation des usagers aux bénéfices du report modal sans la contrainte d'une interdiction totale, de créer des journées des modes actifs, des journées de gratuité des transports en commun ? Ne devrions-nous pas injecter ces moyens dans l'élargissement de l'offre de transports en commun ?

Vous le voyez, il s'agit certainement d'une idée louable sur le papier mais dans les faits bien loin d'être aussi simple à réaliser. Une telle décision ne s'improvise donc pas.

En ce qui concerne l'édition 2022, elle aura lieu le 18 septembre au square De Greef pour la deuxième année consécutive avant une relocalisation. Le programme des festivités est en cours d'élaboration dans les

services concernés.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 08 juillet 2022

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Christian Grétry, Marc Vandame, Jasmine Boumraya, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Gemeenteraadsleden* ;
Stéphanie Paulissen, *Voorzitter van het O.C.M.W* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Eloïse Defosset, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Jean-Claude Vitoux, Valérie Cops, Vanessa Rigodanzo, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 23.06.22

#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouw Carinne Lenoir (DéFI) : autoloze dag #

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de voorzitter,
Mevrouw de burgemeester,
Geachte dames en heren schepenen,
Geachte collega's,
Enkele dagen geleden vernamen we uit een artikel in de krant Le Soir dat de minister van Mobiliteit Elke Van den Brandt (Groen) de gemeenten wil raadplegen over een verhoging van het aantal autoloze dagen in het Brussels Gewest.
Ze stelt 3 scenario's voor 2023 voor:

- één dag per maand
- één per maand tijdens de zomer
- één zondag per jaar

en het Gewest biedt geen financiële compensatie aan de gemeenten.
Ik heb de volgende vragen:

- Welke beperkingen ziet u voor de organisatie van deze dag voor de gemeente en de politiezone?
- Denkt u dat de scenario's die op tafel liggen realistisch en haalbaar zijn en gefinancierd kunnen worden uit eigen middelen zonder gewestelijke steun voor de gemeente Oudergem en de 18 andere gemeenten?
- Denkt u dat de verhoging van het aantal autoloze dagen een echte reflectie zal bieden over de verbetering van de mobiliteit, het milieu en de burgers?
- Denkt u aan andere in te voeren maatregelen die een beter effect zouden hebben op de burgers, de mobiliteit en het milieu?
- Kunt u de opzet van de editie van 2022 in Oudergem toelichten?

Ik dank u bij voorbaat.

Carinne Lenoir

Voor de partij DéFi Oudergem

Antwoord van de heer Matthieu Pillois, schepen:

Geachte mevrouw gemeenteraadslid,

Op 13 juni ontvingen alle Brusselse gemeenten inderdaad een brief van de Brusselse minister van Mobiliteit met het verzoek na te denken of het praktisch haalbaar is om meer autoloze dagen te organiseren vanaf 2023. Ook wordt ons gevraagd de kwesties op het vlak van impact en kosten in kaart te brengen.

Ik wil u eraan herinneren dat het onmogelijk is vooruitgang te boeken met een dergelijk project als niet alle gemeenten erbij betrokken zijn.

Een dergelijke mobilisatie brengt voor de plaatselijke autoriteiten heel hoge kosten met zich. Het vergt veel administratief werk van het gemeentepersoneel om wegen voor het verkeer af te sluiten en uitzonderingen te beheren. Alleen al voor het Chirec moeten in korte tijd honderden uitzonderingen worden toegestaan. Ook de plaatselijke politie wordt op deze dag volledig gemobiliseerd, waardoor die haar kerntaken niet kan uitvoeren. Bovendien is het gebrek aan personeel welbekend. Zijn er op dit moment geen andere prioriteiten voor onze politiekorpsen? Is het Gewest bereid de extra kosten van meer autoloze dagen op zich te nemen?

Bovendien plannen de gemeenten elk jaar een reeks activiteiten om van de autoloze dag een moment te maken waarop de bevolking bij elkaar wordt gebracht en gesensibiliseerd wordt. Voor één editie in Oudergem wordt ongeveer 8.000 euro uitgegeven en daarbij komen nog de overuren van het vele personeel dat op die dag werkt en de op zondag gewerkte uren recupereert. Het Gewest heeft ook besloten dit soort activiteiten niet langer te subsidiëren. U kunt zich dus wel de gevolgen voor de gemeentelijke financiën voorstellen als we meer van dit soort dagen zouden krijgen.

Als het doel van zo'n dag is de luchtverontreiniging te bestrijden door een modal shift van automobilisten naar het openbaar vervoer en zachte vervoerswijzen, dan moeten diezelfde automobilisten nog altijd een positieve ervaring hebben die hen ertoe aanzet deze modal shift te maken. De MIVB heeft echter aangegeven dat de toevoeging van een autoloze dag het gebruik van het openbaar vervoer met 25% zou doen toenemen, terwijl dit reeds verzadigd is. Voor de MIVB geeft de uitvoering van een dergelijke beslissing heel wat hoofdbrekens en dit initiatief zou contraproductief kunnen zijn: want als het mislukt, zouden de automobilisten die de ervaring beleven, teleurgesteld zijn over de kwaliteit van het aanbod en zou dit het tegenovergestelde effect kunnen hebben van wat werd beoogd, namelijk de automobilisten ertoe aanzetten hun gewoonten te veranderen. Bovendien is het openbaar vervoer op deze dag gratis. Wat zouden de gevolgen voor de inkomsten van de MIVB zijn als er meerdere van deze dagen per jaar zouden worden georganiseerd?

Bovendien worden veel sport-, commerciële, recreatieve (rommelmarkten enzovoort) en gezinsactiviteiten verstoord op de autoloze dag. Elk jaar hebben wij te maken met het ongenoegen van vele winkeliers, brocanteurs, sporters enzovoort die hun beroep, activiteit of sport niet kunnen uitoefenen op een autoloze dag. Wat als een werknemer of een koerier meerdere keren per jaar Brussel niet in mag of zich er niet mag verplaatsen? In ieder geval lijkt het mij meer dan noodzakelijk om de economische en verenigingswereld en de sociale partners te raadplegen alvorens een besluit te nemen. Zij zijn belangrijke actoren in het Brusselse leven en mogen niet worden vergeten.

Tot slot zou ik het standpunt van Inter-Environnement Bruxelles willen citeren, dat niet alleen zijn bedenkingen heeft bij de kosten-batenverhouding van een dergelijke operatie, maar ook verklaart dat dit soort "unieke, eenmalige en radicale" initiatieven niet tot "blijvende veranderingen" in het gedrag zal leiden. We moeten de voorkeur geven aan langetermijnacties om een echte modal shift te bewerkstelligen.

Ik ben het volledig eens met het laatste standpunt. Waarom willen wij de samenleving altijd verdelen door beperkingen op te leggen in plaats van positieve, verenigende actie te ondernemen? Moeten we de eventuele extra middelen om meer autoloze dagen te krijgen niet besteden aan de organisatie van acties om de gebruikers bewust te maken van de voordelen van een modal shift zonder de dwang van een totaal verbod, om dagen van actieve vervoerswijzen, dagen van gratis openbaar vervoer te creëren? Moeten we die middelen niet steken in de uitbreiding van het aanbod van het openbaar vervoer?

Zoals u ziet, is dit op papier zeker een lovenswaardig idee, maar in werkelijkheid is het verre van eenvoudig te verwezenlijken. Een dergelijke beslissing kan dus niet zomaar worden genomen.

De editie van 2022 vindt op 18 september voor het tweede opeenvolgende jaar plaats op het De Greefsquare en zal hierna op een andere plaats worden gehouden. Het programma van de festiviteiten wordt momenteel door de betrokken diensten uitgewerkt.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 08 juli 2022

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Christian Grétry, Marc Vandame, Jasmine Boumraya, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Conseillers communaux* ;
Stéphanie Paulissen, *Président du C.P.A.S.* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Eloïse Defosset, Lieve Jorens, *Échevin·e·s* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Jean-Claude Vitoux, Valérie Cops, Vanessa Rigodanzo, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

Séance du 23.06.22

#Objet : Question orale de Monsieur Marc Vandame (DéFI) à propos des recharges sauvages des véhicules à propulsion électrique complètes ou partielles #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Monsieur le Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins.
Chers Collègues,
Chers public,

Les informations que la presse relaye concernant les possibilités de recharge des véhicules électriques sont de nature à réfléchir à une organisation différente.

Mes questions sont donc les suivantes :

- Sachant que chacun n'a pas vraiment la possibilité pratique de recharger son véhicule via les infrastructures actuelles, comment réagissez-vous aux initiatives de recharges via portique de façade ou câble sur trottoir ? Est-ce autorisé, que propose la région ?
- Quel est le timing de déploiement de bornes de recharge de véhicule électrique sur Auderghem ?
- Le code de la route sera-t-il adapté pour la rotation en zone de recharge ?
- Que proposez-vous aux pompes actuelles de carburant pour l'installation de bornes de recharge électrique ?

Je vous remercie.

Marc Vandame

Conseiller communal

Réponse de Monsieur Matthieu Pillois, Échevin :

Monsieur le conseiller,

La problématique que vous soulevez dans votre question est une réalité vécue par de plus en plus de citoyens de notre commune et plus globalement de la Région bruxelloise.

Face à l'augmentation croissante du nombre de véhicules électriques en Région bruxelloise et à un réseau de bornes de recharge encore insuffisant pour répondre à la demande, car oui, tout le monde ne dispose pas d'un emplacement à son domicile, une série de propriétaires de voitures mettent en place un système D pour

charger leur véhicule : ils font passer leur câble de chargement sur le trottoir, installent d'initiative une gaine de passage entre leur maison et le filet d'eau, ou encore suspendent le câble le temps de la recharge. Ils n'ont sans doute pas le choix, mais cette situation est problématique.

Et celle-ci, vu les décisions régionales, fédérales et européennes de prévoir un shift de la voiture thermique vers des voitures 100% électriques, ne cessera de grandir.

Je dois cependant rappeler que toutes ces pratiques sont interdites légalement et que de nombreuses considérations sont à prendre en compte pour une éventuelle tolérance envers celles-ci, en termes d'accessibilité, de sécurité, de gestion de l'espace public mais aussi d'urbanisme et de protection du patrimoine.

Le Ministre fédéral de la Mobilité Georges Gilkinet a, par ailleurs, récemment expliqué que des règles seront imposées d'ici la fin de l'été sur la question de la recharge « sauvage » des véhicules électriques. Hors parking privé à domicile ou sur le lieu du travail, la charge devra se faire sur des emplacements adaptés. Finis donc les câbles sur le trottoir. De plus, le stationnement sera limité au temps de charge. Le code de la route devra donc être modifié sur ces points.

Il est cependant étonnant que le Ministre néglige une des problématiques essentielles : tout le monde n'a pas un emplacement disponible à son domicile.

Face à ces différents constats, les communes ont été invitées à différents groupes de travail sous l'égide de Brulocalis afin de trouver une solution en vue d'une « homogénéisation sur l'ensemble du territoire des pratiques de recharge ». A ce jour, les différentes pistes que vous évoquez sont refusées pour plusieurs raisons : responsabilité en cas d'accidents, coût de la mise en œuvre, privatisation de l'espace public et j'en passe.

Je dois donc regretter que le pouvoir régional pousse à l'électrification de la flotte automobile sans avoir les réponses d'infrastructures nécessaires pour y répondre correctement.

Au niveau communal, nous avons actuellement 15 bornes de recharge (soit 30 emplacements. Cette année, 8 viendront encore s'ajouter et en 2023, 23 bornes supplémentaires seront installées. J'attire votre attention sur le fait que la commune n'est pas responsable de l'installation mais bien le concessionnaire régional. Nous ne sommes donc pas responsables d'éventuels retards ou de manque de marquage. Nous ne cessons d'ailleurs de devoir rappeler la Région à ses devoirs.

Enfin, la commune a depuis de nombreuses années décidé d'exonérer de la taxe communale les stations essences qui installaient des bornes de recharge pour véhicule électrique. Malgré plusieurs appels auprès des stations-services, je dois regretter qu'elles ne suivent pas le mouvement.

J'espère avoir pu répondre à vos questions de la manière la plus précise possible.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 08 juillet 2022

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Christian Grétry, Marc Vandame, Jasmine Boumraya, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, *Gemeenteraadsleden* ;
Stéphanie Paulissen, *Voorzitter van het O.C.M.W* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Eloïse Defosset, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Jean-Claude Vitoux, Valérie Cops, Vanessa Rigodanzo, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 23.06.22

#Onderwerp : Mondelinge vraag van de heer Marc Vandame (DéFI) over het illegaal volledig of gedeeltelijk opladen van elektrisch aangedreven voertuigen #

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de voorzitter,
Mijnheer de burgemeester,
Dames en heren schepenen,
Geachte collega's,
Geacht publiek,

Berichten in de pers over de mogelijkheden van het opladen van elektrische voertuigen brengen ons ertoe om na te denken over hoe dit anders kan worden georganiseerd.

Mijn vragen luiden dus als volgt:

- U weet dat niet iedereen de praktische mogelijkheid heeft om zijn voertuig via de huidige infrastructuur op te laden. Hoe reageert u dan op initiatieven om op te laden via een poort aan de gevel of kabels op het voetpad? Is dit toegestaan? Wat stelt het Gewest voor?
- Wat is de timing van de plaatsing van laadstations voor elektrische voertuigen in Oudergem?
- Zullen de verkeersregels worden aangepast om voor een rotatie in de oplaadzone te zorgen?
- Wat stelt u voor om in bestaande tankstations elektrische oplaadpunten te installeren?

Bedankt.

Marc Vandame
Gemeenteraadslid

Antwoord van de heer Matthieu Pillois, schepen:

Mijnheer het gemeenteraadslid,

Het probleem dat u in uw vraag opwerpt, is een realiteit waar steeds meer burgers van onze gemeente en meer in het algemeen van het Brussels Gewest mee te maken krijgen.

Geconfronteerd met het groeiend aantal elektrische voertuigen in het Brussels Gewest en een netwerk van oplaadpunten dat nog steeds ontoereikend is om aan de vraag te voldoen (want ja, niet iedereen heeft thuis plaats om er een te installeren), nemen een aantal autobezitters hun toevlucht tot een noodoplossing om hun voertuig op te laden: ze laten hun oplaadkabel langs het voetpad lopen, installeren een leiding tussen hun

huis en de watergoot of hangen de kabel op voor de tijd die nodig is om op te laden. Ze hebben misschien geen keuze, maar deze situatie brengt wel problemen met zich.

Gezien de gewestelijke, federale en Europese beslissingen om te voorzien in een verschuiving van auto's met verbrandingsmotor naar 100% elektrische auto's, zal dit probleem blijven toenemen.

Ik moet u er echter aan herinneren dat al deze praktijken bij wet verboden zijn en voor we hier eventueel een tolerante houding tegenover aannemen, moeten vele overwegingen in aanmerking worden genomen, op het vlak van toegankelijkheid, veiligheid, beheer van de openbare ruimte, maar ook stadsplanning en bescherming van het erfgoed.

De federale minister van Mobiliteit, Georges Gilkinet, heeft onlangs ook verklaard dat tegen het einde van de zomer regels zullen worden opgelegd inzake het "wild" opladen van elektrische voertuigen. Buiten de privéparkeerplaatsen thuis of op het werk, moet het opladen gebeuren op geschikte plaatsen. Er zullen dus geen kabels meer over het voetpad mogen lopen. Bovendien zal het parkeren beperkt worden tot de oplaadtijd. De verkeersregels zullen dus op deze punten moeten worden gewijzigd.

Het wekt echter verbazing dat de minister een van de kernpunten over het hoofd ziet: niet iedereen heeft op zijn woonplaats een parkeerplaats ter beschikking.

Naar aanleiding van deze verschillende opmerkingen werden de gemeenten uitgenodigd voor verschillende werkgroepen met de ondersteuning van Brulocalis om een oplossing te vinden met het oog op "de homogenisering van de oplaadpraktijken op het hele grondgebied". Tot op heden zijn de verschillende denksporen die u noemt om verschillende redenen geweigerd: aansprakelijkheid bij ongevallen, uitvoeringskosten, privatisering van de openbare ruimte, enzovoort.

Ik betreur het dan ook dat de gewestelijke overheid aandringt op de elektrificatie van het wagenpark zonder dat zij over de nodige infrastructuur beschikt om hierop een passend antwoord te bieden.

Op gemeentelijk niveau zijn er momenteel 15 oplaadpunten (dus 30 parkeerplaatsen). Dit jaar komen er nog 8 bij en in 2023 zullen er nog eens 23 punten worden geplaatst. Ik vestig uw aandacht op het feit dat niet de gemeente verantwoordelijk is voor de installatie, maar de gewestelijke concessiehouder. Wij zijn dus niet verantwoordelijk voor eventuele vertragingen of het uitblijven van markering. We moeten het Gewest steeds weer aan zijn plichten herinneren.

Ten slotte heeft de gemeente al jaren besloten om tankstations die oplaadpunten voor elektrische voertuigen installeren, vrij te stellen van de gemeentebelasting. Ondanks verschillende oproepen aan de tankstations moet ik betreuren dat ze niet volgen.

Ik hoop dat ik uw vragen zo nauwkeurig mogelijk heb kunnen beantwoorden.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT

Oudergem, 08 juli 2022

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos